

## *Congrès AFSP Toulouse 2007*

### **Table ronde 2**

### **« Comment concevoir et saisir les temporalités du vote ? Pour une approche longitudinale de la décision électorale »**

#### *Session 1*

**CAUTRES Bruno (CEVIPOF-Centre de recherches politiques de Sciences Po)**

[bruno.cautres@sciences-po.fr](mailto:bruno.cautres@sciences-po.fr)

**PERRINEAU Pascal (CEVIPOF-Centre de recherches politiques de Sciences Po)**

[pascal.perrineau@sciences-po.fr](mailto:pascal.perrineau@sciences-po.fr)

<p><b>Les enjeux intellectuels et méthodologiques d'une approche temporelle et longitudinale du vote<sup>1</sup></b></p>
--

#### **Introduction**

Les élections de 2007 offrent une occasion particulièrement pertinente pour interroger les modèles explicatifs du vote et regarder de manière renouvelée les grandes controverses qu'a connues la sociologie politique en ce domaine depuis une vingtaine d'années. Alors qu'en France comme dans la plupart des grandes démocraties occidentales, l'abstention semblait battre des records, au mieux se stabiliser ou diminuer temporairement, les deux tours de l'élection présidentielle ont été marqués par une participation particulièrement élevée qui a semblé marqué la fin d'un cycle de « politisation négative » mêlant abstention, défiance politique et vote protestataire. Pour autant l'abstention a nouveau connu de nouveaux records lors des élections législatives et les Français continuent en fait d'entretenir vis-à-vis de la politique un rapport marqué par le pessimisme socio-économique et la défiance. Le contexte de l'élection de Nicolas Sarkozy pose en fait tout un ensemble de questions du point de vue de la dynamique et de la formation des choix politiques. Si moins de candidats (12 au lieu de 16) étaient en lisse en 2007 que 5 ans auparavant et si le « vote utile » a incontestablement joué sur la concentration des votes observée le 22 avril 2007, l'indécision électorale a néanmoins marqué la campagne électorale et l'espace des possibles s'est à nouveau montré assez ouvert. Des porosités sont en effet apparues entre les électors de François Bayrou et de Ségolène Royal mais aussi entre ceux de Jean Marie Le Pen et de Nicolas Sarkozy. Le vote semble, dans ce contexte, plus « labile » qu'auparavant, plus « fluide » ou « liquide », moins certain et davantage probable.

Le rapport aux temps des électeurs est sans aucun doute une bonne manière d'interroger la séquence électorale de 2007 mais aussi de la mettre en perspective vis-à-vis du passé récent. Les

---

<sup>1</sup> Cette introduction à la table ronde reprend et actualise l'essentiel du texte qui a servi de base à l'appel à communications. Compte-tenu de la remise tardive de nombreux textes, il n'a pas été possible de transformer ce texte de départ entre une mise en perspective des communications, ce qui sera fait lors du congrès en septembre.

scrutins de 2002 et le « coup de tonnerre » du 21 avril ont effet apporté la démonstration éclatante que le rapport des électeurs au temps (par exemple à travers les choix partisans, aux identifications partisans) s'est transformé. Cinq ans après, ce « coup de tonnerre » peut être mis en perspective : il n'était pas un « accident », mais s'inscrivait, en dehors des contingences sur l'éclatement de l'offre électorale, dans une séquence qui a connu un nouveau soubresaut important le 29 mai 2005 avec le rejet de la Constitution européenne. Comprendre les logiques politiques et sociologiques à l'œuvre dans cette séquence pose à la sociologie électorale française un ensemble de défis majeurs, tant du point de vue de ses concepts que de ses outils d'analyses. La distance, même la défiance, des électeurs français vis-à-vis de leurs élus et du système politique dans son ensemble, le fort pessimisme dans l'avenir qui semble caractériser un électorat confronté à un chômage de masse qui perdure, à des recompositions de l'action publique sous l'effet de l'intégration européenne et des flux économiques de la mondialisation, accentue le besoin d'un bilan sur ce que l'on sait aujourd'hui des principaux facteurs du vote et finalement de ce que voter veut dire. Parmi les multiples directions de recherche qu'une table consacrée à ces questions pourrait prendre, il nous est donc apparu très novateur de considérer la question des « temporalités » du vote. Tels sont les grands enjeux intellectuels de cette table ronde.

Si la plupart des analyses électorales cherchent à expliquer l'orientation du vote, c'est-à-dire le choix de tel ou tel parti ou candidat lors d'une élection donnée et si des débats actuels très nourris continuent sur les clivages sociopolitiques et leur potentiel renouvellement (old / new politics), la présente table ronde entend innover en décalant le regard et en s'intéressant à la « boîte noire » de la fabrication des choix électoraux. Ce en effet la question de la décision électorale plutôt que directement celle des choix exprimés qui aujourd'hui constitue un enjeu de taille pour la sociologie des comportements électoraux. Cette ambition de saisir le processus de décision électorale implique de ne pas chercher à expliquer seulement les votes exprimés. Autrement dit, sous le terme de « décision électorale », nous incluons le fait de voter ou de s'abstenir, en amont du candidat ou parti choisi. Cette question est complexe et un moyen fécond de l'aborder est de saisir la décision électorale par une approche « longitudinale ». Autrement dit, de chercher à comprendre comment la décision de voter et le choix exprimé s'inscrivent dans un rapport de long terme aux élections et à la participation politique, comment elles sont influencées – ou pas – par les campagnes électorales, comment les facteurs de long terme et de plus court terme se renforcent ou s'opposent, quelles sont les dimensions cognitives et affectives qui jouent au moment de l'arbitrage entre différentes possibilités de vote. Comment, en fait, se forment les jugements politiques qui conduisent aux décisions de vote ?

Nous avons choisi de découper analytiquement la décision électorale en trois temps : le temps long de la socialisation aux élections, par rapport aux autres formes de participation politique, ce qui replace la décision électorale dans les itinéraires de participation et d'abstention ; le temps court des campagnes électorales ; enfin, le moment de la décision électorale elle-même, où l'électeur arbitre entre plusieurs préférences pour décider de son comportement. Si ce découpage en temporalités a une valeur heuristique, il permet également d'organiser les discussions autour de trois thèmes qui feront chacun l'objet d'une demi-journée. Il pourra être discuté par les participants à la table ronde : il ne s'agit pas ici d'imposer une vision d'un « tunnel de causalité » similaire à celui du paradigme de Michigan et qui serait valide pour tous les électeurs. La tripartition proposée du temps électoral ne signifie donc pas que les clivages sociopolitiques

seraient donnés de façon structurelle et qu'ensuite interviendraient des enjeux dont la hiérarchisation seule pourrait évoluer.

Nous faisons nôtres les remarques faites par Jacques Gerstlé, rendant compte, pour la Revue Française de Sociologie, du « *Nouveau désordre électoral* » : il observe alors que les analyses proposées dans l'ouvrage repose sur une division du travail intellectuel discutable : « le poids des enjeux et l'analyse des clivages ont tendance à être examinés d'un point de vue synchronique, peut-être pour faciliter les comparaisons post-électorales, alors que la dynamique des choix est dédiée au diachronique de court terme (...). Il y a là (...) une imperfection qui résulte de la représentation de séquence électorale caractérisée par une sorte de division du travail : les enjeux et les clivages sont donnés ; les choix sont construits ». Jacques Gerstlé fait très justement remarquer que dans une campagne électorale « tout bouge et pas seulement les électeurs. Les enjeux et les valeurs sont aussi affectés par l'intense travail des entrepreneurs politiques, des médias et des électeurs ».

Les trois thèmes de la table ronde, qui constitueront ses trois sessions, sont développés ci-dessous.

### **1/ Le temps long de la socialisation aux élections ou l'inscription de la décision électorale dans les trajectoires politiques des citoyens.**

Les recherches sur les facteurs de la participation politique ont été marquées depuis une décennie par des grandes avancées, grâce à l'étude de l'abstention sous l'angle des « chemins de la participation ». De nouvelles notions ont été proposées, celles de « casual voting », « de vote intermittent », opposées à celle d'« habitual voting ». Certains travaux américains ont même « redécouvert » que, parmi toutes les variables explicatives de la participation, le fait de savoir si un électeur avait voté ou pas lors du scrutin précédent était le plus prédictif d'une participation ou d'une abstention. C'est dire que le temps long continue de faire sentir ses effets sur les électeurs et d'orienter, dans une perspective structurelle sur la formation des clivages, une bonne partie des travaux d'analyse du vote.

Il nous semble donc très important d'éclairer le rapport de long terme aux élections et à l'acte électoral, en faisant l'hypothèse qu'il s'agit d'attitudes latentes relativement stables même s'il peut y avoir des évolutions et des réalignements au cours de la « carrière » des électeurs. C'est peut-être sous cet angle (plutôt que celui de l'explication immédiate du choix pour le parti A ou B ou le candidat X ou Y) que le poids des « variables lourdes » continue à beaucoup peser sur les comportements, dans la mesure où ces variables permettent non seulement d'expliquer la formation des préférences politiques articulées en termes idéologiques de gauche et de droite, ou bien de rejet durable du système politique, mais aussi la manière de concevoir les élections et le vote.

Cette première approche du temps s'inscrit dans la tradition des analyses de socialisation politique, de transmissions familiales et des héritages politiques, dans la manière d'aborder les élections et le fait de voter. L'enjeu intellectuel est ici d'analyser les itinéraires de vote, y compris l'abstention, ou la volatilité électorale. Dans cette direction de recherche, on peut s'intéresser au

vote comme un comportement à articuler avec d'autres formes de participation politique, pour analyser la place qui lui est dévolue par les citoyens dans la gamme de leurs comportements politiques (par exemple de façon complémentaire ou alternative aux modes dits non conventionnels). Plus généralement, cette première manière d'appréhender les temporalités de long terme s'inscrit dans le mainstream des analyses sur les clivages socio-politiques et leur lien avec la participation politique, le vote, l'intérêt politique, la compétence politique : les électeurs disposent-ils, par socialisation ou inscription dans les segmentations politiques et sociales, de connaissances, de compétences qui orientent leur décision de vote ? Qu'en est-il des grandes dimensions qui orientent le vote et d'une manière générale le rapport à la politique et aux élections ? Toute une littérature internationale continue d'interroger ici le modèle de Lipset et Rokkan et ses renouvellements. La question reste en effet centrale de savoir si la mémoire des électeurs plonge dans des appartenances de très longue durée, des transmissions de génération en génération. Assiste-t-on également à une recomposition des anciens clivages ou à l'émergence de nouveaux clivages : comme Gary Marks l'a proposé à propos de l'analyse de l'euroscpticisme, y a-t-il du « passé dans le présent » ?

## **2/ Le temps des campagnes électorales ou l'activation des préférences idéologiques et des jugements politiques**

Il s'agit dans cette deuxième étape de s'interroger sur le rôle (dé)mobilisateur des campagnes électorales, avec un accent plus fort sur les partis politiques comme porteur des préférences idéologiques. Le rôle des médias, comme « passeurs » entre électeurs et offre politique, est ici au cœur de cette seconde manière d'appréhender la temporalité du vote. D'une manière générale, ce second volet permet de revenir sur la question de la formation des jugements politiques et des choix électoraux sous l'effet des campagnes électorales et des stratégies de « communication persuasive » déployées par les acteurs (candidats, partis, voire réseaux d'acteurs).

Tout un ensemble de travaux ont contribué à mettre en question un constat longtemps dominant, à savoir que les flux de communication politique, relayés par les médias, ne contribuaient qu'à activer ou à renforcer des opinions « prédéterminées ». Cette réorientation paradigmatique a été rendue possible grâce à un changement de perspective consistant à moins se focaliser sur les déterminants du choix électoral que sur les processus de traitement de l'information par les électeurs (Conover et Feldman, Lodge et Stroh, Popkin, Rahn, Sniderman, Brody et Tetlock, Zaller). Ces recherches ont mis en lumière les « stratégies cognitives » employées par ceux-ci pour faire face aux informations, les motivations pour s'investir dans leur traitement et les facteurs influençant leur capacité à traiter/hierarchiser/analyser l'information au vu de leurs préférences politiques. La table ronde devrait ici permettre de discuter activement le modèle de « formation de l'opinion publique » de John Zaller et son apport vis-à-vis d'autres modèles, celles de P. Sniderman, Kuklinski, Gamson, Lupia . Ces travaux sont diversifiés et parfois contradictoires, mais permettent de poser une autre question que celle habituellement posée : non plus seulement qui vote pourquoi et comment, mais comment se forme le choix ? Les modèles explicatifs livrés par ces travaux permettent-ils, et comment, de rendre compte de la temporalité spécifique à une campagne électorale ?

L'une des questions clef consiste ici à savoir si les opinions des électeurs sur les enjeux relèvent de traits latents et psychologiques stables ou si elles laissent place à de véritables processus de construction du jugement politique, sous l'effet des informations produites pendant la campagne. De quelle manière ces prédispositions ou ces constructions d'opinions influencent le vote ? Peut-on savoir quelque chose sur la capacité de « résistance » des électeurs face à certains arguments et enjeux construits ? De quelle manière articulent-ils leur perception des enjeux ou des thèmes de la campagne électorale et leur perception des partis ou candidats qui soutiennent une mesure donnée ? Par quels processus gèrent-ils le flux d'information et l'exposition à une multitude de messages politiques pendant un période qui, de fait, s'étale sur de nombreux mois conduisant d'une pré-campagne « non dite » à l'élection ? De quelle manière s'opère le choix, la sélection, la hiérarchisation des enjeux d'une élection : les électeurs sont-ils « orientables » en dehors des préoccupations de long terme sur l'emploi et le pouvoir d'achat ? Quels processus expliquent de manière plus satisfaisante qu'une « imposition de problématique » par les médias l'émergence, voire la structuration, des enjeux (comme l'insécurité en 2002, qui pourrait faire un retour en 2007) ?

Finalement, la question est de savoir comment, en fonction de leurs préférences plus ou moins structurées et intenses, les électeurs réagissent au temps de la (pré)-campagne : certains sont-ils prédisposés à systématiquement voter (et toujours pour le même parti) et d'autres sont-ils plus susceptibles de changer de comportement d'une élection à la suivante en fonction de l'offre électorale et de la dynamique des campagnes ? Sont-ils susceptibles de modifier leurs choix ? Autrement dit, l'influence de la campagne électorale est-elle potentiellement la même pour tous les électeurs ou bien varie-t-elle systématiquement en fonction de variables identifiables ? Pour saisir dans toute leur complexité ces questions, des thèmes comme ceux du « framing » ou de « l'agenda setting » seraient tout à fait pertinents à prendre en compte.

### **3/ Le temps de la décision électorale ou l'actualisation des préférences**

Le troisième volet de cette table ronde vise à comprendre de quelle manière les prédispositions de long terme, sous l'influence de la campagne électorale, se traduisent concrètement dans une « décision électorale », en rappelant que cette expression recouvre pour nous le fait de voter ou de s'abstenir ainsi que l'orientation du vote. Il s'agira ici d'intégrer les apports de la psychologie politique et les études sur la transformation des « party utilities » en choix. La science politique américaine nous livre depuis quelques années de nombreuses réflexions et observations sur ces questions : le vote peut également se lire à travers le « processing » de l'information, le rôle des émotions (Marcus), le lien entre les qualités attribuées aux candidats et les décisions de vote. Selon la nature du scrutin, le rôle des différents candidats, leur « image » et leur personnalité, peut jouer un rôle plus ou moins important. Ce type d'approche est encore peu développé en France alors même que la personnalisation des élections, notamment présidentielle, ne cesse de s'affirmer.

Il serait particulièrement intéressant de voir comment cette traduction dans un bulletin pour un parti donné (ou un vote blanc / nul ou une abstention) peut varier d'un type d'élection à l'autre mais aussi d'une élection à la suivante, voir d'un tour à l'autre. Il serait particulièrement important de renouveler ici l'analyse des reports de voix et de l'enchaînement des décisions

électorales. Un cas intéressant est bien entendu offert par les séquences électorales avec des enchaînements du type présidentielle et législatives en 2002 en 2007.

## **Bilan et perspectives**

Il nous semble important, grâce à cette table ronde, de mettre en perspective les dispositifs d'enquêtes électorales existant en France et à l'étranger. Un atelier du GAEL sera consacré à ces questions pendant ce congrès et notre table ronde permettra d'alimenter et de préparer cette mise en perspective. Une courte session finale sera l'occasion de discuter de la notion de temporalité. Ce bilan pourrait faire écho à la table ronde n° 1 sur les méthodes.

Cette courte session finale devrait revenir sur les grands enjeux intellectuels de notre table ronde :

- Comment les différents modèles explicatifs du vote intègrent plus ou moins naturellement la dimension temporelle du vote ? A cet égard, il est significatif que certains paradigmes (notamment le modèle de Columbia ou le paradigme de Michigan) aient été remis en cause par un constat d'une plus grande volatilité des électeurs. D'autres théories ont au contraire été construites sur l'idée même d'une décision électorale libérée de contraintes structurelles et qui prendrait en compte la conjoncture de l'élection et des éléments de court terme (thèses du désalignement partisan, du vote sur enjeux, théorie du choix rationnel et approche économétrique du vote).

- Comment étudier ce processus de la décision électorale pour « percer la boîte noire » des choix ? En particulier par les grands dispositifs d'enquête par sondage : quels sont les avantages et les limites des enquêtes habituellement réalisées ?